

PRÉFET DE MAINE-ET-LOIRE

Direction de l'interministérialité
et du développement durable

Bureau des procédures environnementales et foncières

Installations classées pour la protection de l'environnement

DIDD 2019 - n ° 54 du 21/02/19

portant mise en demeure

de la société ASTRHUL

pour l'exploitation d'une station de transit
et de traitement de déchets dangereux

ARRÊTÉ

Le préfet de Maine-et-Loire
Chevalier de la Légion d'honneur,
Officier de l'Ordre national du Mérite

Vu le code de l'environnement, en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1 et L. 514-5 ;

Vu l'arrêté préfectoral d'autorisation D3-99-n°885, plusieurs fois modifié, délivré le 7 juin 1999 à la société ASTRHUL pour l'exploitation d'une station de transit et de traitement de déchets dangereux implantée ZA des Couronnières sur le territoire de la commune d'Orée d'Anjou (commune déléguée de Liré) (49 530) concernant notamment les rubriques 2718 et 2791 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010, plusieurs fois modifié, relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'article 18 l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 susvisé qui dispose :

« Une analyse du risque foudre (ARF) visant à protéger les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement est réalisée par un organisme compétent. Elle identifie les équipements et installations dont une protection doit être assurée.

L'analyse est basée sur une évaluation des risques réalisée conformément à la norme NF EN 62305-2, version de novembre 2006, ou à un guide technique reconnu par le ministre chargé des installations classées.

Elle définit les niveaux de protection nécessaires aux installations.

Cette analyse est systématiquement mise à jour à l'occasion de modifications substantielles au sens de l'article R. 512-33 du code de l'environnement et à chaque révision de l'étude de dangers ou pour toute modification des installations qui peut avoir des répercussions sur les données d'entrées de l'ARF. »

Vu le rapport de l'inspecteur de l'environnement transmis à l'exploitant par courrier en date du 18 décembre 2018 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;

Vu les observations de l'exploitant, formulées par courrier en date du 26 décembre 2018 ;

Considérant que lors de la visite en date du 4 décembre 2010, l'inspecteur de l'environnement (spécialité installations classées) a constaté les faits suivants : au cours de l'inspection, l'exploitant a déclaré que l'analyse du risque foudre n'a pas été réalisé ;

Considérant que ces constats constituent un manquement aux dispositions de l'article 18 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 ;

Considérant que face à ce manquement, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société ASTRHUL de respecter les prescriptions dispositions de l'article 18 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 susvisé, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Sur proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture de Maine-et-Loire

ARRETE

Article 1 – La société ASTRHUL exploitant une installation de transit et de traitement de déchets dangereux sise ZA des Couronnières à Orée d'Anjou (commune déléguée de Liré) (49 530) est **mise en demeure** de respecter les dispositions de l'article 18 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 en faisant procéder à la réalisation de l'analyse du risque foudre (ARF) dans un délai de 2 mois à compter de la notification du présent arrêté.

Article 2 – L'exploitant adresse à l'inspection des installations classées, dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté, les justificatifs attestant du respect des dispositions mentionnées à l'article 1.

Article 3 – Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du code de de l'environnement.

Article 4 - Le présent arrêté sera notifié à la société ASTHRUL. Une copie du présent arrêté sera affichée pendant un mois à la mairie d'Orée d'Anjou et ensuite conservée dans les archives de la mairie.

Le procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par les soins du maire d'Orée d'Anjou et envoyé à la préfecture de Maine-et-Loire, bureau des procédures environnementales et foncières.

Le présent arrêté est consultable à la préfecture, à la sous-préfecture de CHOLET et à la mairie de CHOLET.

Il sera publié sur le site Internet de la préfecture de Maine-et-Loire.

Article 5 - Le secrétaire général de la préfecture de Maine-et-Loire, le sous-préfet de CHOLET, le maire de la commune d'Orée d'Anjou, la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement, le directeur départemental de la sécurité publique sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à ANGERS, le

21 FEV. 2019

Pour le préfet et par délégation,
Le sous-préfet de Cholet,
secrétaire général par intérim,



Christian MICHALAK

Délais et voies de recours :

Conformément à l'article L. 514-6 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Nantes, dans les délais prévus à l'article R. 514-3-1 du même code :

- *par l'exploitant dans un délai de deux mois qui suivent la date de notification du présent arrêté ;*
- *par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du même code dans un délai de quatre mois à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions.*